ParlAmericas

Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires:

Plan d'action pour la prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes

BUENOS AIRES ET TERMAS DE RÍO HONDO, ARGENTINE

11 AU 14 JUIN 2015

Rédaction : Lisane Thirsk | *Conception et mise en page :* Lisa Temes | *Photos :* Cristian León et Enrique Sevilla

Table des matières

4 Remerciements

5 Message de la Présidente du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas

6 À Propos de ParlAmericas

7 À propos de la Rencontre annuelle 2015 organisée par le Groupe des femmes parlementaires

8 Comment définir le harcèlement politique ?

9 Inauguration à Buenos Aires

11 Bienvenue à Termas de Río Hondo, Santiago del Estero

12 Discours d'ouverture sur la Loi 243 (Bolivie)

13 Rapports d'étape des délégations

14 Femmes et politique dans les Amériques : Présentation de Irune Aguirrezabal, ONU Femmes

- 15 Un bilan mitigé
- 15 Une théorie du changement : Vers une démocratie paritaire

17 Élargir nos perspectives: un échange avec les groupes locaux de femmes

19 Prévenir le harcèlement politique : perspectives parlementaires

- 19 Résumé des luttes et efforts pour combattre le harcèlement politique
- 20 Prise de conscience et développement de réseaux
- 22 Solidarité multipartite des femmes au parlement
- 24 Discussion en plénière

24 Groupes de travail : Élaboration d'une stratégie pour le travail individuel et collectif à réaliser selon le Plan d'action

- **25** Engagements: Éliminer la violence politique et renforcer le réseau pour l'égalité entre les sexes de ParlAmericas

26 Acte d'engagement dans le cadre de la campagne HeForShe/LuiPourElle d'ONU Femmes

28 Cérémonie de clôture

29 Les Délégués en parlent

30 Annexe

- 30 Prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes: un plan d'action pour les parlementaires
- 32 Plan stratégique du Groupe des femmes parlementaires, 2014-2015
- 33 Participants

Remerciements

ParlAmericas tient à remercier sincèrement **Aída Ruiz**, membre de la Chambre des Députés d'Argentine, pour sa vision et son engagement à accueillir cette Rencontre annuelle. Nous remercions également **Claudia Ledesma Abdala** et le **gouvernement de la province de Santiago del Estero** – et en particulier le sous-secrétaire délégué au tourisme – pour leur inestimable soutien. Nous sommes aussi reconnaissants de la contribution des différentes équipes à Buenos Aires et Santiago del Estero qui ont permis la réalisation de cette rencontre.

Nous remercions évidemment **Keila González**, directrice résidente de l'Institut National Démocratique pour les Affaires internationales (NDI) au Mexique, pour son travail de facilitatrice cette année et pour l'ensemble de ses efforts qui ont contribué au succès de cet évènement. Nous remercions également **Irune Aguirrezabal** du Bureau régional d'ONU Femmes au Panama pour son importante contribution au programme de la rencontre, dont la campagne LuiPourElle (HeForShe). La **Commission interaméricaine des femmes** de l'Organisation des États Américains a créé une vidéo informative et formulé des observations et commentaires sur le Plan d'action de cette rencontre.

Nous exprimons nos remerciements à tous les **délégués, intervenants et conférenciers invités** pour leur participation ainsi qu'aux parlementaires qui ont participé virtuellement à cette rencontre annuelle.

Finalement, ParlAmericas remercie le **Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement du Gouvernement du Canada** pour son soutien et son appui financier.

NDI

Foreign Affairs, Trade and Development Canada
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

SANTIAGO
Gobierno de la Provincia de Santiago del Estero
Seguimos creciendo

HeForShe

Message de la Présidente du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas

Chères collègues,

Quelle que soit la diversité des paysages culturels et politiques auxquels nous sommes confrontés, notre expérience de la vie politique est différente et ce, de manière négative. Le harcèlement et la violence sont les principaux obstacles à l'autonomisation et l'émancipation des femmes dans la sphère politique. Même si le terme « harcèlement politique » demeure marginalisé dans le discours dominant, il est évident que les femmes sont victimes de violence là où l'écart entre les sexes est le plus grand, notamment dans le contexte de la politique parlementaire. Nous avons parcouru un long chemin dans la lutte pour l'égalité, mais les femmes ambitieuses dans la sphère politique sont toujours perçues comme une menace pour des nombreux hommes.

En juin, des législateurs et parlementaires de l'ensemble des Amériques se sont réunis pour discuter de l'urgence d'adopter des sanctions légales et de mettre en œuvre des réformes électorales pour contrer le harcèlement politique. Ils ont aussi discuté des moyens pour prévenir ce type de harcèlement en examinant les causes sous-jacentes de la discrimination fondée sur le sexe et ses mécanismes de reproduction dans nos sociétés. Grâce à ces échanges facilités par ParlAmericas, nous avons mis en lumière des luttes communes et développé des nouvelles idées à mettre en œuvre dans nos législatures.

Depuis plus d'une décennie, notre Groupe des femmes parlementaires a effectué un travail important pour promouvoir les droits de la personne et des femmes et permettre ainsi à nos membres – hommes et femmes – de devenir des pionniers dans la lutte pour l'égalité des sexes au sein des législatures des Amériques. . Nous croyons que les hommes au pouvoir doivent participer à la création d'espaces où les femmes pourront participer au processus de prise de décision, et qu'ils doivent également répondre efficacement aux préoccupations politiques des femmes.

Même si je n'ai malheureusement pas pu participer à la rencontre en personne, le message qui a résonné clairement, même de loin, est que nous sommes prêts à coordonner les efforts pour lutter contre le harcèlement politique. Notre Plan d'action et notre soutien les uns aux autres dans l'accomplissement des engagements pris sont les éléments clés dans la poursuite de nos efforts. Je vous invite à faire circuler ce rapport ainsi que les ressources disponibles sur le site web de ParlAmericas, et de continuer à partager avec nous les progrès accomplis dans l'élimination de la violence fondée sur le sexe.

Les femmes doivent pouvoir participer pleinement au jeu politique. Nous avons besoin des idées, perspectives et du leadership des femmes pour trouver des solutions audacieuses aux problèmes actuels dans nos pays.

Cordialement,

Jennifer Simons

Présidente de l'Assemblée Nationale du Suriname

À Propos de ParlAmericas

ParlAmericas – le réseau des législatures nationales des États membres de l'Organisation des États américains (OEA) – est **un forum indépendant pour les parlementaires** des Amériques ayant pour objectif de favoriser un dialogue et un engagement politique inclusif au sein du système interaméricain. Depuis 2001, ParlAmericas a créé **une communauté professionnelle** pour les parlementaires par le biais de forums régionaux, d'ateliers de formation, d'un forum permanent de débats et des mesures de suivi. ParlAmericas est un espace pour partager les expériences, leçons apprises et bonnes pratiques sur des enjeux affectant les Amériques et ainsi renforcer les liens entre les pays de l'hémisphère par le biais de la diplomatie parlementaire.

ParlAmericas est géré par les parlementaires et pour les parlementaires, avec un Conseil d'administration représentant 16 législatures membres de l'Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes.

À propos de la Rencontre annuelle 2015 organisée par le Groupe des femmes parlementaires

La Rencontre annuelle 2015, organisés par le Groupe des femmes parlementaires a réuni plus de 75 participants, incluant des parlementaires, anciens parlementaires, membres de la société civile ainsi que d'autres intervenants des législatures des Amériques - Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Jamaïque, Mexique, Nicaragua et Panama (voir l'annexe pour la liste des participants). Le thème central de cette rencontre, intitulé **Plan d'action pour la prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes**, a été identifié comme un domaine d'action prioritaire lors d'un atelier de planification stratégique organisé lors de la Rencontre annuelle 2014 (voir l'annexe pour le plan stratégique).

« La question du harcèlement politique contre les femmes est un enjeu qui doit être résolu le plus rapidement possible. Il s'agit d'un élément clé si l'on veut progresser vers l'exercice de l'ensemble de nos droits politiques et combler l'écart entre les sexes, afin que toutes les femmes puissent le faire aussi. Il s'agit de notre mission fondamentale afin de marquer notre époque. »

MARCELA GUERRA,
Présidente de ParlAmericas et hôte de la Rencontre annuelle 2014

Le Groupe des femmes parlementaires est un groupe permanent de travail de ParlAmericas. Depuis l'année 2003, ils ont aidé à promouvoir le respect pour les droits humains des femmes et pour l'inclusion du genre dans les agendas législatives des membres du parlement. Le Groupe offre un espace interparlamentaire pour échanger les connaissances vue d'une perspective d'égalité du genre, et ces activités renforcent les capacités politiques des hommes et femmes parlamentaires engagés au progrès d'autonomisation des femmes.

Comment définir le harcèlement politique ?

Le harcèlement politique, une forme de violence liée au genre commise contre des personnes actives dans la vie publique et politique, est un obstacle fondamental à la participation des femmes au processus décisionnel. Cette violence renforce les rôles sexospécifiques traditionnels et les structures politiques dominés par les hommes. Elle limite la qualité de la démocratie, le développement et les droits de la personne. Le harcèlement politique est un problème répandu, de l'échelon municipal aux parlements nationaux, mais qui demeure encore peu débattu.

Exemples de violence politique :

- Faire pression ou forcer les femmes à démissionner de leur fonction élective
- Actes de violence sexuelle, physique ou psychologique envers les femmes actives en politique
- Abus d'autorité avec motif politique envers les femmes travaillant dans la fonction publique
- Menacer la sécurité des familles des femmes leaders politiques
- Calomnie et diffamation, en particulier de nature sexuelle
- Meurtres de femmes leaders politiques

En mai 2012, la Bolivie a adopté la Loi contre le harcèlement politique et la violence à l'égard des femmes, loi résultant de plus d'une décennie de plaidoyer et d'efforts par les mouvements et groupes de femmes et dirigeants politiques. Cette législation avant-gardiste a fortement influencé la préparation de textes de loi dans d'autres pays des Amériques.

L'ARTICLE DE LOI 243 DÉFINIT :

Harcèlement politique : Un acte ou série d'actes de pression, persécution, harcèlement ou menaces commises par une personne ou un groupe de personnes, directement ou par l'intermédiaire de tiers, contre les femmes qui sont candidates, élues ou exerçant une fonction publique/politique ou contre leurs familles, dans le but de réduire, suspendre, prévenir ou limiter les fonctions inhérentes à leur poste, d'inciter ou d'obliger à effectuer, contre leur gré, un acte ou omission dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'exercice de leurs droits.

Violence politique : Des actions et/ou agressions physiques, psychologiques ou sexuelles commise par une personne ou un groupe de personnes, directement ou par l'intermédiaire de tiers, contre les femmes qui sont candidates, élues ou exerçant une fonction publique/politique ou contre leurs familles, afin de réduire, suspendre, empêcher ou restreindre l'exercice de leur rôle ou d'inciter et obliger à effectuer, contre leur gré, un acte ou omission dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'exercice de leurs droits.

Pour plus d'information, incluant notamment des vidéos, rapports et documents sur les cadres législatifs dans les Amériques, vous pouvez visiter la section-ressource sur la violence politique sur le site web de ParlAmericas.

Inauguration à Buenos Aires

11 juin 2015

L'inauguration officielle de la Rencontre a eu lieu à la Chambre des députés de l'Argentine avec des mots de bienvenue de **Aída Ruiz**, membre de la Chambre des députés, Argentine, et hôte de la Rencontre annuelle 2015; **Marcela Guerra**, sénatrice, Mexique, et présidente de ParlAmericas; **Claudia Nogueira**, membre de la Chambre des députés, Chili, et vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires; et **Juliana Di Tullio**, chef du parti Frente para la Victoria.

« Le débat sur la représentation paritaire est la preuve que les citoyens ne sont pas neutres, que la citoyenneté est construite à partir de modèles masculins, et que l'accès à la représentation a lieu dans un contexte sexualisé favorisant l'exclusion structurelle – non accidentelle – des femmes. La violence politique contre les femmes met en lumière cette tension d'un ordre hégémonique qui s'entrechoque avec un nouvel ordre sous-jacent. En tant qu'expression de ce nouvel ordre, nous organisons cet événement dans un pays où une femme est présidente et dans une province qui est aussi dirigée par une femme. »

- AÍDA RUIZ

« Lorsqu'il s'agit d'une question aussi sensible que la violence et le harcèlement politique, la législation est insuffisante. Des actions concrètes sont nécessaires pour éliminer ce phénomène de la sphère politique. Cette nécessité d'agir est ce qui nous réunit en Argentine puisque, comme vous le savez, nous discuterons au cours de cette rencontre d'un Plan d'action comprenant cinq éléments concrets qui seront essentiels non seulement pour orienter notre travail législatif, mais également pour nous aider à transformer complétement la sphère politique de nos sociétés. »

- MARCELA GUERRA

« Dans un monde dominé par les hommes, il y a des coûts et impacts élevés à élever nos voix et poursuivre un rôle actif en politique. Toutefois, nos efforts seront récompensés par la mise en œuvre d'institutions démocratiques ou l'ensemble des membres de nos sociétés peuvent y participer. Nous ne devons pas oublier que l'électorat est composé d'un grand nombre de femmes qui font face à de multiples enjeux. Cela doit nous servir à enrichir nos discussions sur les questions législatives. »

- CLAUDIA NOGUEIRA

« Nous savons plus que n'importe qui : les médias sont un espace propice pour les femmes exerçant un rôle politique... pour être discréditées et critiquées sur nos engagements et actions, et sur notre rôle en tant que femmes. La Présidente de la République... a été victime... de discrimination et de violence... L'élimination de [cette violence] repose non seulement sur nous et notre capacité à légiférer, mais également sur un changement culturel beaucoup plus profond. Nous savons que ce changement culturel est difficile, mais notre engagement personnel est essentiel. »

- JULIANA DI TULLIO

Bienvenue à Termas de Río Hondo, Santiago del Estero

12 juin 2015

Le programme de la première journée a débuté avec l'arrivée des délégués dans la ville de Termas de Río Hondo, où ils ont été accueillis par **la gouverneure de la province de Santiago del Estero, Claudia Ledesma Abouda.**

« En tant que femme, je tiens à souligner l'importance du thème qui nous rassemble aujourd'hui : la prévention du harcèlement politique contre les femmes. Il est nécessaire de démontrer notre engagement soutenu à cette cause. Notre capacité à échanger et partager nos expériences et à coopérer à travers l'ensemble du continent est essentiel à la réalisation de cet objectif. Nous devons non seulement aborder ce thème d'un point de vue liée au genre, mais également comme un élément fondamental dans la construction de la démocratie et des droits de la personne. »

- CLAUDIA LEDESMA

Discours d'ouverture sur la Loi 243 (Bolivie)

Pour son discours d'ouverture, **Ingrid Zabala**, ancienne parlementaire en Bolivie, a présenté une perspective unique sur la loi 243 en Bolivie et les efforts ayant mené à l'adoption historique de ce projet de loi en 2012. Elle a décrit les conditions favorables qui ont permis la création d'un réseau de soutien autour de ce projet de loi, notamment un climat politique d'inclusion sociale et une forte croissance de la représentation des femmes au parlement.[1] Mme Zabala a toutefois noté que les promoteurs de ce projet de loi ont initialement rencontré une forte résistance de leurs collègues parlementaires. Ceux-ci mentionnaient que la loi n'était pas nécessaire, et que la criminalisation de la violence politique envers les hommes risquait d'être en fait discriminatoire pour les hommes. Mme Zabala a par la suite décrit les stratégies utilisées pour étendre la durée des débats sur ce projet de loi en chambre ainsi que l'impact positif des alliances entre les femmes parlementaires de l'opposition et des membres de son propre parti politique.

Pendant de nombreuses années, les partisans de cette loi au Parlement ont travaillé aux côtés de groupes féministes qui ont aidé à sensibiliser l'opinion sur cet enjeu. L'Association des femmes conseillères en Bolivie (ACOBOL) a été une des premières organisations à fournir son aide. ACOBOL a notamment soutenu les efforts déployés pour documenter des centaines d'incidents de harcèlement politique. Bien que plus de 400 plaintes aient été ainsi déposées, Mme Zabala a noté que le changement crucial dans l'opinion publique et les positions politiques ont eu lieu après la mort tragique de deux conseillères municipales.

« En réaction à la perte du pouvoir politique absolu par la société patriarcale... diverses nouvelles formes de violence ont émergé, y compris le harcèlement politique... Nous voulons mettre un terme à la mort de femmes qui s'impliquent dans la vie publique et politique. »

- INGRID ZABALA

Mme Zabala a également observé qu'un certain nombre de défis demeurent concernant la mise en œuvre effective du projet de loi 243. Par exemple, un ensemble de règlements correspondant à la loi doivent encore être adoptés, et un suivi systématique sur des centaines de plaintes est également en suspens. La participation accrue des hommes est essentielle pour accélérer les progrès vers l'objectif d'éradiquer le harcèlement politique. Finalement, elle a souligné l'importance de collaborer avec d'autres

1 En 2012, des femmes occupaient à la fois le poste de présidente au Sénat et à la Chambre des députés en Bolivie. Suite à des changements dans la loi électorale et les politiques de quota par sexe, la représentation des femmes étaient de 50,8% à la Chambre des députés et de 44,4% au Sénat.

parlements et acteurs internationaux afin de mieux coordonner les actions dans ce domaine.

Avant de conclure, Mme Zabala a présenté le Plan d'action de ParlAmericas, le principal document de travail de cette rencontre. Le document décrit les pratiques prometteuses dans cinq domaines d'activité.

1. Développer des stratégies multisectorielles pour la prévention du harcèlement et de la violence politique fondée sur le sexe
2. Associer les hommes aux efforts en faveur de l'autonomisation des femmes en politique à tous les niveaux
3. Tenir les partis politiques responsables de favoriser et faire la promotion de l'égalité entre les sexes
4. Créer un environnement propice pour un débat public et parlementaire sur la question du harcèlement et de la violence politique
5. Proposer des politiques et projets de lois sur le harcèlement et la violence politique et assurer leur mise en œuvre et leur respect dans les institutions visées

Voir l'annexe pour le texte intégral de ce plan d'action - « Prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes: un plan d'action pour les parlementaires. »

Rapports d'étape des délégations

Suite au discours d'ouverture, un représentant de chaque Parlement représenté à la Rencontre annuelle a présenté au Groupe l'état des réalisations sur les questions de l'égalité entre les sexes dans leur pays au cours de l'année précédente. Ces rapports ont mis l'accent sur le travail législatif entrepris dans les trois domaines prioritaires identifiés lors de l'atelier de planification stratégique organisée lors de la Rencontre 2014 : **prévention de la violence à l'égard des femmes; travail et autonomisation économique des femmes; et leadership politique des femmes**.

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« Pourquoi avons-nous besoin des femmes en politique ? On ne m'a jamais demandé : pourquoi avons-nous besoin d'hommes en politique ? Nous posons toujours ces questions concernant les femmes. La vérité est que les parlements doivent refléter la diversité et la composition démographique de nos sociétés. Mais cela n'est véritablement pas le cas présentement. »

- MAYA FERNÁNDEZ ALLENDE (CHILI)

Femmes et politique dans les Amériques : Présentation de Irune Aguirrezabal, ONU Femmes

Samedi 13 juin

Pour débuter la deuxième journée de cette rencontre, Irune Aguirrezabal a présenté l'approche stratégique pour favoriser l'émancipation politique des femmes élaborée par le bureau régional d'ONU Femmes pour les Amériques et les Caraïbes. Mme Aguirrezabal a commencé en élaborant sur une question-clé de cet événement : pourquoi avons-nous besoin de femmes en politique? Elle a mentionné que, premièrement, la représentation, autant quantitative que qualitative, des femmes en politique évoque une plus grande justice et légitimité démocratique. Deuxièmement, cela permet d'avoir une plus grande diversité de points de vue dans le processus décisionnel, ce qui favorise des meilleures politiques publiques. Troisièmement, il s'agit d'un effet multiplicateur par lequel les femmes leaders en politique inspirent d'autres femmes à suivre leur chemin.

« L'émancipation politique des femmes ainsi qu'une participation égale dans la prise de décision politique aux côtés des hommes à tous les niveaux du gouvernement contribuent à la bonne gouvernance et à la réalisation du développement durable. C'est également un prérequis pour faire avancer une véritable démocratie efficace et inclusive. »

- IRUNE AGUIRREZABAL

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« J'ai appris sur des formes de harcèlement et de violence politique plus fréquentes aujourd'hui que je ne l'envisageais en 2015. L'examen de la Loi de la Bolivie a été utile pour moi, j'ai pu mieux comprendre ses implications ce qui me permet de mieux réfléchir pour lutter contre ce problème. »

- LAURA TUÑON (ARGENTINE)

Un bilan mitigé

Mme Aguirrezabal a partagé des données régionales encourageantes: à 26,3 %, le pourcentage de femmes dans les parlements nationaux est supérieur à la moyenne globale de 22 %, et la région Amérique Latine et Caraïbes possède le pourcentage le plus élevé de femmes ministres, en dehors des pays nordiques. En outre, il y a cinq femmes chefs d'État et quatre femmes présidentes d'assemblées législatives. Ce succès relatif de la région au niveau de la participation politique des femmes peut être attribué aux mouvements féministes et réseaux politiques (p. ex. le caucus multipartite des femmes), aux conférences et accords internationaux (p. ex. CEDAW et Belém do Pará) et aux politiques de discrimination positive (notamment les quotas électoraux par sexe).

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« Souvent, nous, les femmes ne savons pas comment reconnaître le harcèlement ou nous avons pris l'habitude de le voir et de ne rien dire, d'être complice dans le silence jusqu'à ce que nous arrivons à pense que c'est une situation normale. Heureusement, aujourd'hui le problème est rendu plus visible et... nous continuons nos efforts collectifs. J'espère que bientôt le jour viendra où ce combat cessera d'exister, car le problème n'existera plus. »

- VERÓNICA RODRÍGUEZ (ÉQUATEUR)

Malgré ces progrès, la plupart des législatures sont loin d'atteindre la parité. En outre, les progrès sont inégaux au sein même des pays, notamment avec des inégalités significatives dans la participation politique au niveau des municipalités. Mme Aguirrezabal a rappelé qu'il semble difficile pour les femmes de faire la transition de la politique informelle à la politique formelle, même si les femmes sont des leaders importants et influents au sein de leur communauté. Les obstacles à la participation des femmes dans la sphère politique varient et doivent être considérées en fonction des contextes historiques, socio-économiques, politiques et culturels. Pourtant, certains facteurs structurels communs dépassent les frontières :

- Stéréotypes sexistes qui renforcent la vie politique comme un domaine masculin
- L'absence d'une répartition équitable des tâches ménagères et de soins entre hommes et femmes
- Une attitude généralisée de « Clubs d'homme » au sein de partis politiques
- Accès limité à des réseaux d'entraide sensibles à la dimension de genre
- Niveau de confiance moins élevé et expérience limitée de l'administration publique (réelle ou perçue, en raison des attentes et des normes sociales)
- Violence et harcèlement politique

Une théorie du changement : Vers une démocratie paritaire

La vision d'ONU Femmes pour un nouvel ordre social est fondée sur la notion de **démocratie paritaire**. Les objectifs de la démocratie paritaire sont: 1) de promouvoir la parité dans la représentation (grâce à des politiques de discrimination positive), 2) d'intégrer une dimension sexospécifique dans les

politiques, institutions et programmes, 3) de renforcer le leadership des femmes, 4) de promouvoir l'égalité réelle dans les partis politiques et 5) de lutter contre la discrimination, les stéréotypes liés au genre et la violence politique.

Dans le cadre de son analyse de la violence politique, Mme Aguirrezabal a mentionné que certaines études indiquent que ce phénomène peut en fait s'aggraver en corrélation directe avec le succès des quotas par sexe. Bien que cette théorie n'ait pas été prouvée définitivement, elle a noté que les sièges parlementaires occupés aujourd'hui par les femmes n'étaient pas vides ; au contraire, ils étaient auparavant occupés par des hommes, qui peuvent potentiellement réagir agressivement contre la perte de ce pouvoir politique. Peu importe si le harcèlement politique est véritablement en hausse dans les Amériques, ou s'il est plutôt signalé plus fréquemment à la suite de politiques et programmes de sensibilisation, il faut l'éliminer. Si nous ne pouvons pas éliminer le harcèlement politique, les lois sur les quotas électoraux par sexe ou sur la représentation paritaire ont peu de valeur en pratique.

« Le Consensus de Quito reconnait que la parité est un des principaux moteurs de la démocratie, que son objectif est de favoriser l'égalité dans l'exercice du pouvoir, la prise de décision ainsi qu'au sein des mécanismes de participation et de représentation, à la fois dans différentes structures familiales que dans le cadre de relations sociales, politiques, économiques et culturelle et qu'elle représente un objectif pour l'élimination de l'exclusion structurelle des femmes . »

– 10E SESSION DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES EN AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES, CEPAL, 2007

« Afin de lutter contre la violence politique et le harcèlement contre les femmes, un cadre législatif est nécessaire, mais insuffisant. Les ressources nécessaires, des programmes de sanctions et la volonté politique demeurent encore trop limités ou absents. »

- IRUNE AGUIRREZABAL

En conclusion, Mme Aguirrezabal a souligné que le concept de démocratie paritaire s'étend au-delà de la sphère politique. Ce concept nécessite une transformation des relations entre les sexes basée sur l'égalité réelle et le partage des responsabilités dans la vie publique et privée. Sur le plan politique, sa réalisation nécessite une vision globale et une stratégie à long terme.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le rapport d'ONU Femmes : L'émancipation politique des femmes : Cadre d'action stratégique en Amérique Latine et les Caraïbes 2014-2017 (en anglais) (voir pp. 64-65 pour plus d'information sur le harcèlement politique).

Élargir nos perspectives: un échange avec les groupes locaux de femmes

Après cette présentation, les délégués ont échangé avec des membres de la société civile et ont acquis une meilleure compréhension de l'impact des enjeux discutés lors de cette rencontre sur la vie des femmes à Santiago del Estero. Lors d'une table ronde modérée par Mme Aguirrezabal, des représentants d'organisations de femmes des régions rurales et urbaines ont partagé leurs expériences de la situation des femmes.

La présidente de l'Asociación de Fomento de Villa Robles, Dora Corvalán, a débuté en décrivant les défis auxquels font face les campesinas. Le travail de l'association avec les forums agricoles a révélé que les rôles sexospécifiques traditionnels et les responsabilités familiales entravent la participation des campesinas dans la prise de décision publique, en particulier dans les collectivités éloignées où de nombreuses femmes luttent pour négocier les tâches ménagères avec leurs maris. Pour Mme Corvalán, les autorités pourraient contribuer à améliorer cette situation en développant les opportunités pour l'autonomisation et le développement économique des femmes. En outre, elle a mentionné que les médias devraient être réglementés afin d'éviter de renforcer les stéréotypes péjoratifs sur les rôles et les responsabilités des femmes.

Cecilia Sampaolesi, présidente de l'organisation Liberar, a poursuivi la discussion en décrivant des exemples similaires dans les quartiers urbains de Ciudad La Banda. Mme Sampaolesi a été encouragé par la mise en œuvre de législations progressistes contre la violence fondée sur le sexe dans la province ainsi que la documentation plus systématique de la violence contre les femmes au cours des dernières années. Pour Mme Sampaolesi, il faut maintenant s'assurer de donner suite à ces plans d'action et veiller à ce que les femmes qui choisissent de dénoncer la violence soient soutenues

tout au long du processus judiciaire. Finalement, elle a rappelé l'importance de soutenir financièrement de manière durable les organisations qui travaillent directement avec les femmes pour promouvoir leur bien-être dans la vie publique et privée.

« Lors de nos débats, il y a toujours quelques hommes et ils parlent avec fierté de l'aide qu'ils apportent aux femmes pour les tâches ménagères, et du changement fondamental puisque les femmes peuvent maintenant travailler [à l'extérieur de la maison]... Mais le mot « aide » dit tout : il n'y a aucun sentiment de responsabilité partagé. »

- CECILIA SAMPAOLESI

Dans le débat qui a suivi, les parlementaires ont exprimé leur accord avec les intervenants et ont

affirmé que les lois doivent être « socialisés » – soit largement accessibles et compréhensibles pour l'ensemble des citoyens – afin de permettre l'autonomisation des femmes et décourager la violence fondée sur le genre. Les délégués ont également suggéré de prioriser des mesures législatives afin de favoriser le respect et l'égalité dans les programmes scolaires du primaire, et ils ont partagé leurs préoccupations au sujet de la représentation médiatique des femmes.

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« Il est clair pour moi que nous devons sensibiliser tous les secteurs de la société à cet enjeu... Même si nous avons progressé significativement au Mexique, il reste beaucoup de travail à accomplir avant que la participation des femmes soit considérée comme tout à fait normale et que les hommes ne résistent plus à cette participation... [C'est] un sujet très important et nous devons continuer nos efforts dans ce domaine. »

- JUAN MANUEL FÓCIL PÉREZ (MEXIQUE)

Prévenir le harcèlement politique : perspectives parlementaires

Cinq parlementaires et anciens parlementaires reconnus pour leurs efforts contre la violence et le harcèlement politique ont ensuite participé à une table ronde modérée par **Keila González, facilitatrice de cette rencontre**: **Ligia Fallas Rodríguez**, membre de l'Assemblée législative du Costa Rica ; **Diego Vintimilla**, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur ; **Sheila Copps**, ancienne vice-première ministre du Canada ; **Sandra Generoso**, juge de la Cour d'appel et ancienne parlementaire provinciale de Santiago del Estero, Argentine ; et **Margarita Flores**, sénatrice du Mexique. Les intervenants ont débuté cette table ronde en évoquant leur expérience sur cet enjeu et leur engagement à éliminer le harcèlement politique.

Résumé des luttes et efforts pour combattre le harcèlement politique

Pour commencer, Mme la Députée Fallas a raconté la résistance qu'elle a éprouvée lorsqu'elle a voulu se joindre à la direction nationale du mouvement syndical auquel elle a longtemps participé au Costa Rica. Même après avoir obtenu un poste senior au Conseil d'administration, ses collègues masculins s'attendaient à ce qu'elle prépare et serve le café. Cette minimisation de son rôle de leader s'est poursuivie lorsqu'elle a été élue à l'Assemblée législative où les femmes sont également discriminées et discréditées.

Ensuite, M. le Député Vintimilla a souligné que l'élimination du harcèlement politique est importante parce que la démocratie n'est tout simplement pas viable sans la contribution politique des femmes. Il envisage ainsi une démocratie juste et inclusive où chacun valorise la participation des femmes, et met en garde contre une vision purement quantitative de la notion de représentation paritaire, car cela peut entraîner le risque de l'instrumentalisation des femmes en politique pour des questions strictement numériques. Une des contributions essentielles des femmes leaders en politique, a-t-il observé, est leur capacité à développer de nouvelles stratégies pour faire la politique.

« Salutations à toutes. Peu importe si nous parlons à une majorité d'hommes ou de femmes, nous utilisons généralement le qualificatif masculin « tous » qui fait ainsi référence à toutes et à tous. Essayons d'utiliser le qualificatif « toutes » afin de comprendre comment cet exercice contribue à créer de nouvelles formes de langage. »

- DIEGO VINTIMILLA

Lors de sa présentation, Mme Copps a souligné que le harcèlement et l'inégalité entre les sexes sont des enjeux liés à la négociation du pouvoir politique. Le petit groupe au sommet de la pyramide, dit-elle, est

composé d'hommes majoritairement blancs, issus des milieux urbains et privilégiés ; ces groupes au pouvoir tentent de diviser les minorités parce qu'ils comprennent le potentiel collectif de celles-ci pour éliminer le sexisme, le racisme, et tous les autres – ismes. « Personne ne va vous donner le pouvoir. Vous prenez le pouvoir, affirme Mme Copps, parce que les gens qui ont un pouvoir sur les médias, sur le système d'éducation et en politique ne veulent pas le partager. »

Comme tous les intervenants de cette table ronde, Mme Generoso a mentionné qu'elle avait été une cible fréquente de harcèlement en tant que parlementaire. Les commentaires dans les médias ne s'intéressaient pas à ses idées ou à la qualité et quantité de ses projets législatifs, mais plutôt sur des spéculations sur sa vie sexuelle. Il est possible de noter un parallèle avec l'obsession médiatique sur la santé mentale de la Présidente Cristina Kirchner, la jugeant « folle » en termes très sexués. Mme Generoso n'est pas surprise outre-mesure par ce phénomène s'appuyant sur un système patriarcal de deux poids deux mesures visant à dégrader et minimiser le rôle des femmes en politique.

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« J'ai été en mesure d'entendre les témoignages de femmes qui ont subi la violence en politique, et cela m'a fait réaliser qu'il ne s'agit pas d'un problème uniquement pour les pays en développement, mais bien pour tous les pays. »

- HUGH BUCHANAN (JAMAÏQUE)

Les interventions des participants ont également illustré la fréquence et la gravité de la violence politique et la façon dont ces actions sont systématiquement ignorées et banalisées. Mme la Sénatrice Flores a partagé un exemple marquant de la critique publique fondée sur le sexe des hommes politiques. Au cours d'un processus de réforme récente, des manifestants ont pris pour cible les législateurs, qualifiant les hommes de « traîtres » et de « voleurs », tandis que les insultes lancées aux femmes étaient fondées sur le sexe ou la sexualité. « Vous êtes un personnage public minoritaire dans un monde d'hommes, » a déclaré Mme Copps, qui était la seule femme élue de son parti quand elle a commencé sa carrière politique. « J'ai été appelé – au Parlement- une salope. J'ai été appelé « chérie ». On m'a traité de prostituée... Ils font cela pour vous dénigrer. Mais ne vous abaissez pas à leur niveau, parce que vous êtes ceux et celles qui seront porteurs de changement en prenant le pouvoir. »

Prise de conscience et développement de réseaux

L'un des obstacles à la lutte contre la violence politique fondée sur le sexe, selon Mme Fallas, est que, de manière générale, les collègues parlementaires ne comprennent ni ne reconnaissent le problème. Elle a

décrit comment un collègue masculin l'a harcelée lors d'une réunion d'une commission à laquelle il n'était même pas membre. Il a continué à la harceler jusqu'à ce qu'elle a déposé une plainte officielle. Celui-ci l'a ensuite confronté en impliquant que seules les tentatives de viols pouvaient être considérées comme du harcèlement. Elle a souligné l'absurdité de cet argument et mentionné que ce type de harcèlement verbal sexualisé n'aurait jamais ciblé des hommes parlementaires. Pour Mme Fallas, il est évident nous avons désespérément besoin d'avancer au sujet de la sensibilisation au sein des parlements et de la société dans son ensemble.

Mme Flores a évoqué son expérience de directrice du système national pour le développement de la famille (DIF) pour souligner qu'environ 90 % des femmes qui déposent une plainte pour violence finissent par retirer leur plainte. La question de la sécurité des victimes est donc fondamentale. Au Mexique, la Loi générale relative à l'accès des femmes à une vie sans violence a permis le développement de politiques holistiques et coordonnées sur cet enjeu. Aujourd'hui, par exemple, il existe des centres de services pour soutenir les femmes à travers le processus de signalement de cas de violence.

Mme Generoso a ensuite élaboré sur la nécessité d'intégrer la question de l'égalité entre les sexes de manière officielle. Elle a mentionné que la Loi 26.485 criminalise ainsi divers types de violence (y compris la « violence symbolique »), et que des sanctions administratives ont aussi été établies, par exemple

l'incapacité à répondre aux plaintes des victimes dans un délai raisonnable. Toutefois, « la mise en œuvre d'une égalité réelle entre les sexes ne peut pas simplement s'appuyer sur le cadre juridique et les textes législatifs. » Mme Generoso recommande ainsi un plus grand investissement dans la formation sur les enjeux liés au genre pour les services de police, où sont reçus et traités les plaintes, et au sein du système juridique, où les lois sont appliquées. Après tout, les gens ne sont pas nés «machista» c'est un processus appris, qui peut par conséquent se désapprendre.

« Nous pouvons avoir les meilleures lois en vigueur, mais si nous ne faisons pas un travail de sensibilisation sur les enjeux liés au genre dans nos institutions juridiques et les agences d'exécution de la loi, nous n'atteindrons jamais l'égalité réelle. »

- SANDRA GENEROSO

M. Vintimilla a ajouté qu'adopter une perspective féministe peut contribuer au démantèlement du patriarcat et favoriser la création d'un monde meilleur. Il a aussi souligné les liens entre la violence patriarcale et le modèle économique mondial. Mme Copps a donné son accord à cette remarque, mais elle a mentionné qu'il est compliqué de construire des luttes dans la sphère économique dans le contexte actuel de mondialisation où des institutions internationales peuvent prendre des décisions ayant une incidence sur la vie des populations les plus vulnérables, sans passer par les assemblées législatives nationales.

Les intervenants ont également discuté de l'influence des médias. Tous ont souligné le double rôle que peut jouer les médias traditionnels et les médias sociaux : ils sont à la fois des mécanismes de reproduction de la violence politique et des plateformes idéales pour dénoncer cette violence et opérer un changement des normes et perspectives sur la discrimination dans nos sociétés. Mme Copps a recommandé de porter la lutte sur la représentation médiatique en s'adressant directement aux ministères responsables de la communication. À titre d'exemple, elle a décrit un important changement dans la politique canadienne sur les télécommunications à la fin des années 1990s qui a obligé les chaines de télévision à mettre en œuvre des stratégies à long terme pour une plus grande diversité dans les studios de production afin de pouvoir renouveler leur licence de diffusion. Elle a suggéré que des politiques similaires soient adoptées dans d'autres pays afin de favoriser une meilleure représentation des femmes, peuples autochtones et minorités dans le paysage télévisuel.

Solidarité multipartite des femmes au parlement

Un aspect important de cet échange est la solidarité entre femmes de partis politique idéologiquement opposés qui ont mis de côté leur différence afin de combattre la discrimination fondée sur le genre. Mme Fallas a récemment uni ses efforts avec un collègue parlementaire pour s'attaquer au problème du harcèlement politique, même si, explique-t-elle, « je suis issue de la gauche politique – et mon parti est à la gauche de la gauche traditionnelle. Et mon collègue ici, elle est issue du mouvement libertaire à droite de l'échiquier politique. »

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« C'est essentiel d'échanger sur les situations réelles de la violence et du harcèlement politique vécues par nos collègues. Nous avons aussi examiné la législation mise en œuvre et les progrès en matière de violence contre les femmes dans d'autres pays de la région... Toutes les expériences nous permettent de travailler sur cette question de manière plus efficace. »

- MIRIAM GALLARDO (ARGENTINE)

« Le patriarcat de la droite politique est le même que le patriarcat à gauche de l'échiquier politique. »

- LIGIA FALLAS

La Sénatrice Flores a ajouté qu'il y a un stéréotype négatif des femmes qui ne soutiendraient pas le

leadership des autres femmes. « J'ai entendu dire que les femmes ne votent pas pour les femmes. C'est un mythe. », a-t-elle observé en mentionnant les résultats des récentes élections législatives au Mexique.

« Les femmes soutiennent les autres femmes. »

- MARGARITA FLORES

« Je ne veux pas manquer de respect pour les hommes qui soutiennent les femmes, mais je pense que nous, les femmes, passons beaucoup de temps à applaudir les hommes qui soutiennent les femmes. Nous ne prenons toutefois pas assez le temps d'applaudir et de féliciter les femmes qui soutiennent les femmes. »

- SHEILA COPPS

Les intervenants ont jugé essentiel de coordonner les efforts avec les autres institutions, organisations et mouvements. Mme Copps a expliqué que, au Canada, l'organisation À voix égales sert de plate-forme multipartite pour favoriser l'élection d'un plus grand nombre de femmes à tous les niveaux de la fonction publique. Son Conseil consultatif comprend un certain nombre d'anciennes parlementaires. Comme elle le dit, « c'est plus facile d'être plus combatifs contre les partis politiques lorsque vous n'êtes plus actives dans la vie politique. »

Afin de partager un exemple local de mobilisation, Mme Generoso a discuté du mouvement ***Ni Menos de Una*** (« Pas une de moins ») qui s'est développé récemment pour attirer l'attention sur les taux élevés de fémicides et autres types de violence fondée sur le genre en Argentine. L'appel vient d'en bas et résonne maintenant dans des espaces de dialogues entre la société civile et les partis politiques. M. Vintimilla a parlé d'un autre mouvement influent, LuiPourElle qui encourage les hommes à s'impliquer dans la lutte pour mettre fin à l'inégalité entre les sexes. Cette campagne des Nations Unies est une opportunité pour les législateurs de démontrer aux électeurs un engagement sérieux à respecter les exigences d'égalité dans la vie quotidienne.

Compte tenu de la difficulté de mettre des questions liées au genre à l'ordre du jour législatif, Mme Fallas a suggéré des stratégies novatrices qui pourraient permettre le développement de nouvelles mesures pour mettre fin à la violence contre les femmes en politique et dans nos sociétés. Elle a suggéré qu'une stratégie serait de reconnaitre annuellement la meilleure contribution aux travaux législatifs. De plus, elle mentionne qu'il est important de mettre l'accent sur la question de prévention, et non seulement sur l'aspect punitif et les sanctions. Mme Copps a également soulevé l'influence positive des modèles de femmes leaders en politique. « Nous devons montrer à nos jeunes femmes et filles qu'ils ont des modèles et des chefs de file, » dit-elle.

Mme Flores a fait écho à ces sentiments et mentionné que les femmes parlementaires devraient aider les femmes à se joindre à leur parti politique. Nous avons tous des expériences à raconter, des obstacles que nous avons dû surmonter. Cela pourrait inspirer la prochaine génération à s'impliquer davantage et créer plus d'opportunités pour les aider à devenir des leaders politiques à leur tour.

Discussion en plénière

Lors de la période de questions et de discussion, les panélistes et les délégués ont pu échanger sur les différents thèmes abordés lors de la table ronde. Plusieurs délégués ont partagé leur expérience de harcèlement contre eux. D'autres participants ont également mentionné l'importance de ParlAmericas comme forum indépendant où les femmes parlementaires peuvent débattre des enjeux liés au harcèlement et à la violence politique[2], car les partis politiques et chambres législatives n'offrent pas toujours un espace pour cela. Quant à la suite à donner à ces débats, les participants ont souligné l'importance d'adopter des programmes de sensibilisation axés sur la prévention et de développer des campagnes pour faire la promotion des relations égalitaires entre les sexes dans le système d'éducation primaire. De nombreuses discussions ont mis l'accent sur le rôle clé des médias et des partis politiques comme espaces pour combattre la discrimination fondée sur le genre.

Groupes de travail : Élaboration d'une stratégie pour le travail individuel et collectif à réaliser selon le Plan d'action

Suite à cette table ronde, les participants se sont réunis en groupes de travail pour discuter d'une des cinq activités présentées dans le plan d'action de cette rencontre. Ils ont ainsi pu délibérer sur des actions concrètes à mettre en œuvre pour favoriser certaines des pratiques prometteuses identifiées, des moyens de surmonter les obstacles potentiels, ainsi que le développement de réseaux de solidarités et d'alliances nécessaires pour la mise en œuvre de ce plan d'action. Un porte-parole de chaque groupe a ensuite rapporté les conclusions en session plénière pour partager les éléments les plus importants de ces échanges.

« Dans mon pays, le harcèlement sexuel et en milieu de travail est criminalisé dans le code pénal, mais la violence politique n'est pas spécifiquement mentionnée. Même si les organisations féministes dénoncent la violence politique, il ne s'agit pas d'un enjeu discuté dans les institutions politiques… »

« Nous avons passé des lois qui criminalisent le harcèlement et il y a des politiques publiques qui sont mises en œuvre pour sensibiliser le public à cet enjeu… »

« C'est un phénomène récurrent, mais peu débattu… »

« À mon avis ce problème est en grande partie invisible, même si cela ne signifie pas l'absence complète d'efforts pour combattre ce problème… »

« Dans mon pays… les politiques de quota par sexe ont été adoptées récemment, il y a donc peu de sensibilisation et de prise de conscience vis-à-vis de cette question… »

Les échanges se sont surtout articulés autour des différentes pratiques législatives ainsi que les leçons apprises au sein des parlements. Malgré la diversité des réalités politiques et sociales des différents pays, tous les délégués ont partagé leur vision commune d'utiliser leur position d'influence pour représenter et amplifier les voix des femmes et des groupes marginalisés.

2 ParlAmericas est entrain de développer une carte géographique interactif avec des vidéos des témoignages de parlamentaires de la région qui partagent leurs expériences de violence politique et le travail qu'ils ou elles font pour éliminer ce problème. À la rencontre, les participants ont filmé les entrevues qui seront inclues dans la carte géographique.

Engagements: Éliminer la violence politique et renforcer le réseau pour l'égalité entre les sexes de ParlAmericas

Les délégués ont pris des engagements individuels et collectifs afin de mettre en œuvre le plan d'action présenté lors de la Rencontre 2015. Ils ont rendu public ces promesses et engagements afin de favoriser l'échange d'information et les réseaux de soutien entre collègues.[3]

3 Lors de la publication de ce rapport, un certain nombre de délégués ont déjà réalisé leurs engagements. ParlAmericas va continuer à suivre les progrès de ces activités en collaboration avec les parlements membres.

« Je méngage à favoriser un débat pour la criminalisation de la violence politique dans notre Loi électorale. »

« Je méngage à faire prendre conscience de cet enjeu à mes collègues masculins. »

« Je méngage à promouvoir et à former les femmes sur leurs droits politiques et sociaux et à sensibiliser aussi sur la défense de ces droits. »

« Je méngage à parrainer une réforme de la loi spéciale pour une vie sans violence afin d'y inclure la violence politique dans les types de violence. »

« Je méngage à organiser des forums pour sensibiliser à l'enjeu du harcèlement et de la violence politique. Je méngage aussi à dénoncer publiquement le harcèlement à travers une campagne sur les médias sociaux. »

« Je méngage à diffuser l'information sur les lois que nous avons adopté et à partager nos stratégies de sensibilisation aux projets de lois en débat. »

« Je méngage à participer à la campagne de ParlAmericas sur la violence politique dans les Amériques, en partageant mon témoignage et mon expérience. »

« Je méngage à soutenir ParlAmericas dans la collecte de données, statistiques et bonnes pratiques dans ma ville et/ou mon pays. »

« Je méngage à diffuser le Plan d'action du Groupe au sein de mon Parlement et également de diffuser les pratiques prometteuses de ce plan au moyen d'entrevues avec les médias. »

Acte d'engagement dans le cadre de la campagne HeForShe/LuiPourElle d'ONU Femmes

Avant la fin de la rencontre, les délégués masculins présents ont participé à une cérémonie de signature afin de participer au mouvement de solidarité d'ONU femmes, LuiPourElle. La campagne LuiPourElle a été inaugurée en 2014 afin d'encourager les hommes et les garçons à devenir des acteurs importants pour la réalisation de l'égalité entre les sexes et les droits des femmes. Ce mouvement encourage les hommes à s'exprimer et à agir contre les injustices et stéréotypes auxquels font face les femmes et les filles. La cérémonie a été menée par Mme Aguirrezabal d'ONU femmes, qui a parlé de l'impact du mouvement dans la région et de l'importance des législateurs pour mobiliser et sensibiliser leurs parlements et leurs communautés à cette campagne.

En tant que représentant de la campagne LuiPourElle en Équateur et au sein de sa législature, M. Vintimilla, Membre de l'Assemblée nationale a partagé quelques réflexions à l'occasion de la cérémonie. Tout au long de son discours, il a cité un certain nombre de femmes militantes, scientifiques et philosophes afin d'illustrer que les hommes ne sont pas les seuls leaders et personnalités marquantes. La reconnaissance de l'ensemble des réalisations des femmes est un des objectifs de cette campagne. Le travail qui a été fait de bas en haut est généralement plus important que ce qui est fait en haut.

En outre, la discrimination entre les sexes ne victimise pas uniquement les femmes. Il limite la liberté de tous, et il entrave le développement de l'ensemble de nos sociétés. « L'oppresseur ne serait pas si puissant, s'il

n'avait pas de complices parmi les opprimés. Et je ne parle pas des femmes, je parle des hommes, a observé M. Vintimilla. »

« Souvent, nous dit-on, et même nos mères nous le disent : les femmes elles-mêmes font la promotion du sexisme. Et je pense que cela a une telle connotation agressive... Je pense que la possibilité qu'il y ait des hommes qui peuvent être défendus comme féministes peut être un départ, un minuscule premier pas vers l'égalité réelle. »

- DIEGO VINTIMILLA

Il a conclu en invoquant le pouvoir des individus à s'unir pour former un plus grand mouvement collectif afin de poser les fondations d'un monde meilleur. Son engagement personnel à la campagne peut être résumée de l'inspiration qu'il a des propos de l'ambassadrice mondial de cette campagne, Emma Watson, qui a demandé lors du lancement de la campagne, **« Si je ne m'implique pas, qui le fera ? Si on ne commence pas maintenant, quand le fera-t-on? »**

Pour en savoir plus et se joindre à cette campagne : www.heforshe.org

L'ENGAGEMENT LUIPOURELLE :

« L'égalité des sexes n'est pas une problématique exclusivement féminine, c'est une question humaine nécessitant ma participation. Je m'engage à agir pour mettre fin à toutes les formes de discrimination auxquelles les femmes et les filles sont confrontées. »

Cérémonie de clôture

La Rencontre 2015 s'est conclue avec un discours de la sénatrice Guerra, qui a présenté les conclusions de cette rencontre. Mme Nogueira a également partagé les remarques de clôture au nom du Comité exécutif du Groupe des femmes parlementaires ; et en tant qu'hôte de la rencontre, Mme Ruiz a conclu cette cérémonie de clôture.

« Nous sommes tous d'accord sur la nécessité urgente d'attirer l'attention sur ce problème et de criminaliser le harcèlement politique, soit par une nouvelle loi comme dans le cas de la Bolivie, ou en modifiant les articles des lois existantes... Nous avons convenu de l'importance d'impliquer les médias afin de changer les comportements sociaux qui cultivent le harcèlement politique et les stéréotypes fondés sur le genre, [et] nous avons obtenu l'engagement des parlementaires de tous les pays présents pour soutenir notre Plan d'action et en discuter au sein de leurs parlements respectifs. »

- MARCELA GUERRA

« Les travaux entrepris lors de cette rencontre nous permettent d'avancer dans notre lutte pour éliminer complètement cette forme de violence... à laquelle nous sommes tous confrontés en tant que leaders et politiciens. Pour la plupart d'entre nous, nous avons obtenu ces postes à travers des efforts soutenus parce qu'en quelque sorte nous avons investi un territoire traditionnellement occupé par des hommes, nous obligeant à négocier d'innombrables obstacles qui compliquent nos obligations professionnelles et familiales... Nous devons élever nos voix contre ceux qui violent les droits des femmes à tous les niveaux. »

- CLAUDIA NOGUEIRA

« Je tiens à vous transmettre ma vision pour les prochaines étapes après cette rencontre. Nous serons les voix dans nos parlements criant pour une vie sans harcèlement politique, sexuel ou hiérarchique dans nos milieux de travail. Une vie sans harcèlement où la violence est remplacée par un respect fondamental de tous les êtres humains. Nos voix offrent une opportunité unique qui nous permet de réfléchir pleinement - cœur, âme et esprit - ensemble. »

- AÍDA RUIZ

LES DÉLÉGUÉS EN PARLENT

« J'ai beaucoup appris sur les réalisations et avances dans les autres pays de la région...et j'ai également pu partager le travail historique que nous accomplissons présentement à l'Assemblée nationale. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir ; nous devons rester solidaires. »

- MARY VERDUGA (ÉQUATEUR)

Si vous êtes intéressés à participer aux prochaines activités de ParlAmericas sur la prévention du harcèlement politique ou à un autre événement de ParlAmericas, veuillez contactez notre Secrétariat International.

« Malgré les grands obstacles auxquels nous sommes confrontés sur une base quotidienne, en tant que parlementaires des différentes législatures en Amérique latine, nous devons poursuivre nos efforts pour créer une société juste et égalitaire. Nos débats, échanges et partage de connaissance sur les différentes perspectives et enjeux de ce problème furent forts productifs et intéressants. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un problème structurel auquel il faut s'attaquer ensemble. »

- LIGIA FALLAS (COSTA RICA)

« Il y a des choses que je n'avais pas considéré comme étant du harcèlement auparavant, mais maintenant tout est beaucoup plus clair. »

- MANUEL HUMBERTO JUÁREZ (ARGENTINE)

« [C'est] une question auxquels nous sommes tous confrontés. Maintenant, après ce forum, j'ai une meilleure compréhension de cet enjeu et je suis mieux équipée pour lutter contre ce problème. Je suis persuadée que c'est une question importante à mettre à notre ordre du jour politique. »

- BAIRON PINARGOTE (ÉQUATEUR)

Annexe

Prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes: un plan d'action pour les parlementaires

1 Développer des stratégies multisectorielles pour la prévention du harcèlement et de la violence politique fondée sur le sexe.

Pratiques prometteuses :

a) Faire la promotion en faveur de campagnes de sensibilisation pour médiatiser le harcèlement à l'encontre des femmes en politique, pour dénoncer toutes les formes de violence entre les sexes (et la menace de violence) et pour soutenir l'alphabétisation juridique dans les domaines des droits civils et politiques.

b) Promouvoir l'éducation fondée sur les droits et les interventions visant à autonomiser les filles et garantir leur développement économique, social et politique.

c) Établir des sanctions efficaces qui sont dissuasives, applicables et proportionnelles à l'infraction commise.

d) Adopter des mécanismes de coordination et des stratégies communes dans les secteurs de la justice et de la santé pour assurer des réponses immédiates aux plaintes et à la protection des victimes et leur famille.

e) Financer des programmes de l'égalité entre les sexes et prioriser la collecte de données, le savoir communautaire et la pleine participation des femmes dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de ces programmes.

2 Associer les hommes aux efforts en faveur de l'autonomisation des femmes en politique à tous les niveaux.

Pratiques prometteuses :

a) Promouvoir la responsabilité des hommes pour promouvoir l'égalité des sexes et combattre toutes les formes de violence, y compris le harcèlement politique.

b) Développer des partenariats pour favoriser l'échange d'information et de bonnes pratique avec des organisations de la société civile qui ont fait des gains importants au moyen de campagnes qui enseignent aux hommes à prendre position contre la violence fondée sur le genre.

c) Utiliser les tribunes publiques et les médias pour exiger la non-violence dans les sphères publiques et privées, ainsi que la répartition équitable des responsabilités domestiques et de soins.

d) Encourager les hommes et les femmes législateurs à appuyer la participation politique des femmes grâce au mentorat, en partageant l'accès aux espaces de prise de décision et en se prononçant publiquement contre le harcèlement et la violence politique.

e) Inviter ses collègues masculins à participer à la campagne LuiPourElle (HeForShe) de ONU Femmes.

3 Tenir les partis politiques responsables de favoriser et faire la promotion de l'égalité entre les sexes.

Pratiques prometteuses :

a) Fournir du financement et des opportunités de perfectionnement professionnel pour les femmes afin de les aider à surmonter les obstacles rencontrés en entrant et en poursuivant les postes de cadres supérieurs dans les partis politiques.

b) Procéder à un examen exhaustif des politiques internes et s'assurer qu'un protocole formel et un mécanisme d'application existent afin de répondre aux cas de violations des politiques de quotas par sexe et de violences commises dans l'enceinte parlementaire par des parlementaires hommes.

c) Renforcer la solidarité et de collaboration entre les partis à travers la participation aux commissions, comités ou caucus qui assurent la continuité dans le travail législatif sur l'enjeu de la participation politique des femmes.

d) S'assurer que l'information sur les politiques des partis est clair, accessible et communiquée à l'aide d'un langage général et inclusif.

e) Faire des parlements et des partis politiques des environnements de travail adaptés aux familles et parents en offrant des services tels que les garderies sur place et l'institutionnalisation des politiques sur les horaires flexibles de travail et le congé parental payé.

4 Créer un environnement propice pour un débat public et parlementaire sur la question du harcèlement et de la violence politique.

Pratiques prometteuses :

a) Collaborer avec la société civile pour améliorer la compréhension de toute formes de violence ayant une incidence sur la vie des femmes.

b) Proposer des plans nationaux sur la violence contre les femmes afin de créer des espaces de dialogue politique.

c) Utiliser les médias pour dénoncer le harcèlement/violence politique fondée sur le sexe et centrer le débat non pas sur les caractéristiques personnelles des femmes politiques, mais plutôt sur leurs contributions aux enjeux politiques.

d) Mentionner dans les débats publics la fréquence et la gravité du harcèlement politique/violence contre les femmes dans les zones rurales et dans les contextes infranationaux et locaux.

e) Collaborer avec des intervenants internationaux et régionaux, par le biais de forums tels que le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (MESECVI) afin de renforcer la volonté politique nécessaire pour lutter contre le harcèlement et la violence politique et garantir également que cet enjeu est pris en compte dans la collecte d'informations et de données ainsi que dans les activités de suivi et d'évaluation dans les Amériques.

5 Présenter des politiques, projets de loi ou réformes sur le harcèlement politique/violence et une fois approuvé, assurré l'application de celles-ci par les institutions correspondantes.

Pratiques prometteuses :

f) S'appuyer sur les traités régionaux et internationaux pour développer des politiques visant à criminaliser toute forme de violence fondée sur le sexe (ex. CEDAW, Convention Belém do Pará).

g) S'impliquer dans des réseaux régionaux et s'associer avec les organisations qui travaillent sur cette question du point de vue législatif, notamment sur la question de la loi-cadre (ley marco) présentement en cours d'élaboration par la Commission interaméricaine des femmes (CIM).

h) Développer des outils et ressources juridiques, administratifs et électoraux pour recevoir, étudier et répondre aux plaintes de harcèlement et de violence politique, le cas échéant dans le contexte local (par exemple par le Bureau de l'Ombudsman).

i) Prioriser l'accessibilité et la sécurité des processus de signalement pour les victimes de violence et de harcèlement qui choisissent de déposer une plainte formelle.

j) Soutenir les initiatives de formation destinées à sensibiliser sur les questions de genre, en particulier pour les fournisseurs de services responsables du traitement des cas de harcèlement et de la violence politique et de soutien des victimes.

Plan stratégique du Groupe des femmes parlementaires, 2014-2015

Ce plan stratégique élaboré par le Secrétariat International de ParlAmericas s'appuie sur les commentaires recueillis lors de la 6e Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires. Ce plan définit les activités de financement et de programmation pour les 12 prochains mois.

Domaines thématiques d'action

- Prévention de la violence à l'égard des femmes
- Autonomisation économique et travail des femmes
- Leadership politique des femmes

Objectifs

- Maintenir une ligne de communication entre les parlementaires nationaux des Amériques sur les questions d'égalité des sexes en lien avec ces trois domaines thématiques d'action.
- Faciliter l'acquisition de connaissances spécialisées et de compétences pratiques pour les parlementaires femmes et hommes afin de promouvoir des changements importants en faveur de l'égalité réelle entre les sexes. Cet objectif sera réalisé à la fois par des échanges virtuels et en personne lors de conférences, forums et ateliers.
- Soutenir l'activisme politique des femmes et créer des possibilités d'apprentissage pour les futurs leaders politiques ainsi que pour les nouveaux et/ou jeunes parlementaires.
- Réaffirmer et démontrer une volonté de favoriser la participation des hommes dans la lutte pour l'égalité réelle entre les sexes et le développement social.
- Renforcer les partenariats avec la société civile et d'autres organisations travaillant au niveau international pour les droits des femmes. Collaborer avec des partenaires sur des projets conçus spécifiquement pour les parlementaires.

Mise en œuvre

- Construire une plate-forme virtuelle pour mieux disséminer l'information, faciliter la communication et offrir une source d'inspiration pour les parlementaires qui travaillent sur des lois et politiques relatives aux questions d'égalité des sexes.
- Utiliser la capacité d'influence des parlementaires pour sensibiliser et accroître les efforts visant à prévenir la violence à l'égard des femmes.
- Soutenir l'indépendance économique des femmes et leur prospérité économique en préconisant des actions immédiates, y compris l'accès aux ressources et aux services sociaux pour les fournisseurs de soins.
- Chercher des possibilités de mentorat pour jumeler des parlementaires femmes expérimentées (ou des ex-parlementaires femmes) avec des femmes candidates.
- Mener des consultations pour comprendre les meilleures pratiques pour mieux mobiliser et éduquer les parlementaires hommes sur l'égalité des sexes et les droits des femmes.
- Développer un plan d'action régional sur les femmes et les médias, le harcèlement politique et les systèmes d'éducation qui préconisent des systèmes de valeurs incitant au respect et à la non-violence.

Participants

ARGENTINE

Alicia Marcela Comelli, Membre de la Chambre des députés
Aída Delia Ruiz, Membre de la Chambre des députés
Claudio Novello, Conseiller
Inés Beatriz Lotto, Membre de la Chambre des députés
Laura García Tuñón, Conseillère et ancienne parlementaire
Manuel Humberto Juárez, Membre de la Chambre des députés
Mara Brawer, Membre de la Chambre des députés
María Alejandra Plantey, Conseillère
María del Carmen Carrillo, Membre de la Chambre des députés
Miriam Graciela Gallardo, Membre de la Chambre des députés
Mirta Ameliana Pastoriza, Membre de la Chambre des députés
Nilda Mabel Carrizo, Membre de la Chambre des députés
Pablo Di Bella, Conseiller
Sandra Generoso, Ancienne parlementaire
Ulises Abarza, Conseiller

BOLIVIE

Ingrid Loreto Zabala Escobar, Ancienne parlementaire
Mirtha Natividad Arce Camacho, Sénatrice

CANADA

Sheila Copps, Ancienne parlementaire

CHILI

Claudia Nogueira Fernandez, Membre de la Chambre des députés
Denise Pascal Allende, Membre de la Chambre des députés
Ignacio Urrutia Bonilla, Membre de la Chambre des députés
Jacqueline Peillard García, directrice des Relations internationales
Maya Fernández Allende, Membre de la Chambre des députés
Sofía Jaña, Secrétaire exécutif pour la jeunesse du parti politique UDI

COLOMBIE

Germán Blanco Álvarez, Représentant

COSTA RICA

Carmen Quesada Santamaría, Membre de l'Assemblée nationale
Ligia Elena Fallas Rodríguez, Membre de l'Assemblée nationale

ÉQUATEUR

Alicia Alexandra de la Torre Rojas, Coordonnatrice des Relations internationales
Bairon Leonardo Valle Pinargote, Membre de l'Assemblée nationale
Betty Carrillo, Membre de l'Assemblée nationale
Diego Armando Vintimilla Jarrín, Membre de l'Assemblée nationale
Gina Godoy, Membre de l'Assemblée nationale
Hermán Moya, Membre de l'Assemblée nationale
Jimena Villavicencio, Service du protocole
Marcia Cecilia Arregui Rueda, Membre de l'Assemblée nationale
María Verónica Rodríguez Delgado, Membre de l'Assemblée nationale
Mary Nesbith Verduga Cedeño, Membre de l'Assemblée nationale
Octavio Xavier Enrique Villacréses Peña, Membre de l'Assemblée nationale
Rocío del Carmen Valarezo Ordoñez, Membre de l'Assemblée nationale

SALVADOR

Silvia Estela Ostorga de Escobar, Membre de l'Assemblée législative
Sonia Margarita Rodríguez Siguenza, Membre de l'Assemblée législative

JAMAÏQUE

Hugh Buchanan, Député

MEXIQUE

Alicia Ricalde, Membre de la Chambre des députés
Fidel Demédicis Hidalgo, Sénateur

Gerardo Xavier Hernández Tapia, Membre de la Chambre des députés
Javier Filiberto Guevara González, Membre de la Chambre des députés
José Enrique Sevilla Macip, Directeur adjoint de la section Relations internationales au Centro de Estudio Internacionales Gilberto Bosques
Juan Manuel Fócil Pérez, Membre de la Chambre des députés
Marcela Guerra Castillo, Sénatrice
Margarita Flores, Sénatrice
María del Rocío Pineda Gochi, Sénatrice
Martha Gutiérrez Manrique, Membre de la Chambre des députés (membre suppléant)
Roberto Ruiz Moronatti, Membre de la Chambre des députés

NICARAGUA

Martha Marina González Dávila, Membre de l'Assemblée nationale

PANAMA

Javier Ortega, Membre de l'Assemblée nationale

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE PARLAMERICAS

Anabella Zavagno, Gestionnaire des programmes
Alisha Todd, Directrice général
Lisane Thirsk, Chargée de programme - Égalité des sexes

INSTITUT NATIONAL DÉMOCRATIQUE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES (NDI)

Keila González, directrice résidente au Mexique

BUREAU RÉGIONAL POUR LES AMÉRIQUES ET LES CARAÏBES, ONU FEMMES

Irune Aguirrezabal, Conseillère pour la participation politique dans les Amériques et les Caraïbes

Parlementaires pour les Amériques

Secrétariat international de ParlAmericas
710 - 150 Wellington St.,
Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada

Téléphone : + 1 (613) 594-5222
Télécopieur : + 1 (613) 594-4766

www.parlamericas.org
info@parlamericas.org